



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE-IG

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société HSWT FRANCE  
de respecter les dispositions des articles des articles 7.2.2, 7.3.5, 7.3.6.2, 7.3.6.3 et 7.3.7  
de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2023  
pour son établissement de GRAVELINES**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 imposant des prescriptions complémentaires à la société HSWT FRANCE relatives à l'étude de dangers pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé sur le site industriel Leurette, port 7516 route de la grande Hernesse à GRAVELINES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 23 février 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (DREAL), chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du 23 février 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier à la même date ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors des visites des 10 et 18 janvier 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- certaines zones ne sont pas considérées comme ATEX alors qu'elles en présentent toutes les caractéristiques (chaufferie alimentée au gaz naturel, ciel de réservoir de produits inflammables, etc.) ;
- le zonage ATEX ne prend pas en compte les conditions accidentelles de fonctionnement telles que des fuites de brides et raccord, déclenchement de soupapes de sécurité, etc... ;
- l'exploitant ne dispose pas de son propre document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE). Il a présenté à l'inspection un DRPCE élaboré par l'ancien exploitant HYET SWEET et dont la dernière mise à jour date de mars 2016 ;
- l'exploitant a présenté à l'inspection une liste des équipements ATEX électriques et non électriques de son site. Cette liste :
  - fait référence à des secteurs P1, P2, P3, P4 non référencés sur le plan de zonage ATEX ;
  - est incomplète, seuls 235 équipements y étant répertoriés sur 3000 équipements estimés par l'exploitant sur l'ensemble du site ;
  - n'est pas conclusive, pour certains équipements, quant à l'adéquation entre l'équipement et la zone ATEX dans laquelle l'équipement est installé ;
  - l'exploitant ne dispose pas des dossiers techniques de ses équipements (documents justifiant de la certification ATEX de ses équipements, suivi en service, notices d'instruction) ;
  - l'équipement « boîtier de jonction » implanté en zone 2 ne comporte pas de plaque d'identification, ni de marquage réglementaire. L'exploitant ne dispose pas des documents permettant de s'assurer de la conformité de l'équipement à la réglementation ATEX et l'équipement ne dispose pas de plaque ou marquage réglementaire ;
  - la vanne référence usine : B52 marque TEIKOKU type SG41 numéro de série : P1161 implantée en zone 2, ne comporte pas de plaque d'identification, ni de marquage réglementaire. L'exploitant ne dispose pas des documents permettant de s'assurer de la conformité de l'équipement à la réglementation ATEX et l'équipement ne dispose pas de plaque ou marquage réglementaire ;
  - l'exploitant n'a pas évalué depuis l'entrée en vigueur de la directive 1999/92/CE la conformité des équipements installés avant le 1<sup>er</sup> juillet 2003 ;
  - le compte-rendu des vérifications électriques effectuées le 3 mars 2023 met en évidence 68 non-conformités constatées dont 28 déjà signalées lors du précédent contrôle réalisé en 2022. Ce rapport conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion ;
  - le contrôle foudre réalisé le 23 mars 2023 fait apparaître 4 non conformités. Les non-conformités n'ont pas été soldées ;

2. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral susvisé qui impose « *L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.* » ;

3. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.3.5 de l'arrêté ministériel susvisé qui impose « *Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes*

européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. » ;

Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.3.6.2 de l'arrêté préfectoral susvisé qui impose « Tous les appareils doivent être accompagnés d'instructions comprenant au moins les points particuliers suivants, et ce dans les délais fixés par l'arrêté ministériel du 8 juillet 2003 :

- des instructions pour la sécurité :
- de la mise en service ;
- de l'utilisation ;
- du montage et du démontage ;
- de la maintenance (révision et réparation d'urgence) ;
- de l'installation ;
- des réglages ;
- si nécessaire, l'indication sur les risques spéciaux apportés par l'utilisation de l'appareil par exemple l'indication des zones dangereuses situées en face des dispositifs de décharge ;
- si nécessaire, les instructions de formation ;
- les indications nécessaires permettant de déterminer en connaissance de cause si un appareil peut être utilisé sans danger à l'endroit et dans les conditions de service prévus. Cette information, produite à la suite de la réalisation de l'évaluation du risque d'inflammation est une conséquence de celle-ci ;
- les paramètres de pression, les températures maximales de surface ou d'autres valeurs limites ;
- si nécessaire, les conditions particulières d'utilisation, y compris les indications d'un mauvais usage possible qui pourrait avoir lieu ainsi que l'a montré l'expérience ;
- si nécessaire, les caractéristiques essentielles des accessoires susceptibles d'être montés sur le matériel.

Les instructions doivent contenir les dessins et diagrammes nécessaires à la mise en service, la maintenance, l'inspection, le contrôle du fonctionnement correct et, là où cela est approprié, la réparation de l'appareil, ainsi que toute instruction utile, en particulier en ce qui concerne la sécurité. » ;

4. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.3.6.3 de l'arrêté préfectoral susvisé qui impose « Dans les parties de l'installation visées à l'article précédent pour le risque "atmosphères explosives", les installations électriques ainsi que les appareils définis à l'article 7.2.4.1. doivent être conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible et ce, suivant les modalités fixées par l'arrêté ministériel du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive. » ;

5. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.3.7 de l'arrêté préfectoral susvisé qui impose « les installations sont exploitées conformément aux dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein d'une installation classée pour l'environnement soumis à autorisation.

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un État membre de la communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes captatrices n'est pas obligatoire.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées au premier alinéa du présent article fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article intitulé « vérification initiale » de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

L'exploitant dispose d'un service de télécomptage de foudre afin d'être informé, le jour suivant une activité orageuse, des impacts détectés sur le site et faire procéder ainsi aux vérifications systématiques des protections foudre.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations Classées une étude foudre conforme à l'arrêté ministériel du 28/01/1993 et un certificat de conformité des protections mises en place à la norme C17-100. »

6. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société HSWT FRANCE de respecter les prescriptions et dispositions des articles 7.2.2, 7.3.5, 7.3.6.2, 7.3.6.3 et 7.3.7 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

La société HSWT FRANCE, dont le siège social est situé sur le site industriel Leurette, port 7516, 7516 route de la grande Hernesse à 59820 GRAVELINES, est mise en demeure pour le site qu'elle exploite à la même adresse de respecter les dispositions des articles 7.2.2, 7.3.5, 7.3.6.2, 7.3.6.3 et 7.3.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2023 susvisé en :

- identifiant les zones à atmosphère explosive dans un délai d'un mois ;
- rédigeant un document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) correspondant aux risques identifiés dans un délai de deux mois ;
- remettant en état les installations électriques de l'établissement dans un délai de deux mois ;

- remettant en état les installations de protection contre la foudre de l'établissement dans un délai de deux mois ;
- recensant et en établissant une liste des équipements ATEX électriques et non électriques situés en zone 0 et 20 dans un délai de deux mois ;
- s'assurant en zone 0 et 20 que le matériel ATEX est compatible avec le zonage réalisé dans un délai de deux mois ;
- remplaçant en zone 0 et 20 les matériels ATEX non conforme dans un délai de trois mois ;
- recensant et en établissant une liste des équipements ATEX électriques et non électriques situés en zone 1, 2, 21 et 22 dans un délai de quatre mois ;
- s'assurant en zone 1, 2, 21 et 22 que le matériel ATEX est compatible avec le zonage réalisé dans un délai de quatre mois ;
- remplaçant en zone 1, 2, 21 et 22 les matériels ATEX non conformes dans un délai de six mois ;
- disposant des documents relatifs aux équipements ATEX ( notice d'instruction, certificat de conformité, suivi en service de l'équipement) dans un délai de six mois ;

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

## Article 2 – Mesures conservatoires

Les mesures conservatoires ci-dessous sont susceptibles de faire l'objet des mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-8 et ne préjugent pas d'une éventuelle suspension prononcée en application de l'article L. 171-7 durant ou à l'échéance de la mise en demeure.

### Sécurisation des zones ATEX :

L'exploitant mettra en place sous 48 heures un réseau :

- de détecteurs de fuite de gaz/poussières, vapeur de liquide inflammable ;
- de détecteurs de point chaud ;  
permettant de stopper l'installation instantanément avant la formation d'une atmosphère explosive ou d'un point chaud.

## Article 3 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;

- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 5 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de GRAVELINES ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (DREAL), chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de GRAVELINES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2024>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à LILLE, le **05 AOUT 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO